

rance qui naît de la conviction, que nous traversons des temps très durs dans les Cantons de l'Est.

La crise se fait sentir dans la masse même et les classes supérieures en ressentent le contre-coup dans toutes les branches de l'activité industrielle et de la spéculation ; et il en est nécessairement ainsi quand les travailleurs du sol sont incapables de joindre les deux bouts. A notre avis, la crise est due à trois causes : 1° L'excès de production des manufactures ; 2° à la production réduite du sol dans les pays jeunes, et aux développements de l'offre, ce qui amène un déversement des produits naturels des vieux pays ; 3° et surtout, aux sommes extravagantes dépensées en travaux publics dans le monde entier.

Je puis dire, en m'appuyant sur la connaissance personnelle que j'en ai, que les marchands des Cantons de l'Est éprouvent, cette année, plus de difficultés que jamais à se faire payer pour ce qu'ils vendent. Je connais un marchand bien posé, des environs de chez moi, qui est dans les affaires depuis près d'un demi-siècle et qui, cette année, a été obligé de renvoyer deux de ses commis, parce qu'il n'avait pas les moyens de les garder à son emploi. Voilà un exemple de ce qui se passe dans tous les Cantons de l'Est.

Je vais parler maintenant du rapport du comité nommé par le Farmers' Institute, de Toronto, pour étudier la crise que traverse actuellement l'agriculture. S'il n'existait pas de crise, ce grand parlement des cultivateurs d'Ontario, dont j'ai déjà parlé, n'aurait pas nommé un comité pour l'étudier et rechercher les moyens d'y remédier. La résolution suivante a été adoptée par le comité :—

Que l'industrie agricole dans cette province traverse une crise sérieuse, c'est ce que ne niera personne de ceux qui sont tant soit peu au courant de la situation agricole actuelle. Votre comité croit que les principales causes de cette crise sont, entre autres choses, les impôts excessifs qu'exige la dépense nécessaire pour coloniser nos provinces de l'ouest et faire face au service de l'intérêt sur notre dette toujours croissante ; ces impôts étant prélevés dans plusieurs cas d'une manière très injuste pour notre industrie agricole.

Quant aux moyens de remédier à ces causes, prises individuellement ou dans leur ensemble, les opinions diffèrent beaucoup, mais votre comité croit que les recommandations suivantes sont de nature à apporter au moins un certain soulagement : 1° Entrée en franchise sur les marchés où se vendent nos produits ; et votre comité recommande fortement qu'à l'avenir, toute législation relative aux droits d'importation soit dans le sens de l'abaissement de ces droits.

Je vais lire aussi à la chambre la pétition suivante adressée au gouvernement par le *Central Farmers' Institute* d'Ontario :

Attendu qu'à notre avis le tarif élevé actuellement en vigueur est très préjudiciable à l'industrie agricole, en ce qu'il rend ce que nous achetons proportionnellement plus cher que les produits que nous vendons ; et

Attendu que ce tarif nous a livrés au régime des syndicats qui empêche dans une grande mesure la concurrence ; et

Attendu que l'industrie agricole traverse une crise sérieuse et est incapable de résister à la tension occasionnée par le tarif et le régime des syndicats susdits, et attendu que l'industrie agricole représente la grande majorité de notre population ; qu'il soit Résolu.

Que le *Central Institute* demande respectueusement au gouvernement d'abaisser les droits sur les articles de nécessité première pour le cultivateur, tels que le fer, l'acier, le charbon, les cotons, les lainages, les caoutchoucs, les sucres, le maïs et le sel, de façon à soulager le cultivateur du fardeau excessif qui pèse actuellement sur lui.

Cette résolution a été adoptée à la suite d'un vote de 70 contre 4, ce qui est virtuellement l'unanimité. Il y avait à cette réunion 100 cultivateurs marquants venus de Addington, Brant-sud, Bruce, Dufferin, Durham-ouest, Elgin, Essex-sud, Frontenac, Glengarry, Grenville-sud, Grey, Wentworth, Winona, York, Halton, Milton, Huron, Seaforth, Kent-ouest, Lambton-est, Lanark-sud, Lincoln,

Middlesex, Monck, Norfolk, Northumberland, Ontario, Oxford, Peterborough, Perth, Renfrew, Simcoe, Stormont, Waterloo, Wellington. Et ces délégués représentaient les branches suivantes de l'industrie agricole : Ayrshire Breeders, Clydesdale and Shire Horse Association, Dominion Draught Horse Association, Eastern Dairymen's Association, Ontario Creameries Association, Ontario Fruit Growers' Association, Ontario Beekeepers' Association, et la Ontario Hog Breeders' Association.

Nous voyons aussi qu'à cette assemblée, sur motion de M. William Stewart, appuyé par M. James Irving, il a été proposé d'abaisser les droits sur le maïs ; un amendement à l'effet que les droits sur le maïs importé pour d'autres fins que l'engraissement du bétail fussent élevés, fut rejeté et la motion principale adoptée à une grande majorité.

Voilà l'opinion des cultivateurs d'Ontario et des districts représentés à cette assemblée, et il est impossible de concevoir une assemblée représentant plus parfaitement les cultivateurs d'Ontario. Les cultivateurs de la province de Québec, chaque fois qu'ils se sont assemblés pour discuter leur situation actuelle, ont exprimé la même opinion. Ces résolutions des cultivateurs d'Ontario expriment, je crois, l'opinion générale dans le pays, au sujet de la crise que subit l'industrie agricole. Je désire établir clairement ce fait, afin que la chambre comprenne parfaitement la question, et afin de répondre à l'assertion des députés de la droite : que nos cultivateurs ne s'intéressent pas aux résolutions du gouvernement en matière de tarif et ne désirent pas que leurs vues soient exposées ici. J'agis ainsi afin que la chambre, qui compte, et ce n'est que juste, de nombreux représentants de l'industrie agricole, soit en mesure d'exprimer en pleine connaissance de cause ses vues sur cette question.

Je dois ajouter que si les cultivateurs sont obligés de recourir à l'élevage du bétail, il est de toute nécessité, pour qu'ils réussissent, qu'ils puissent se procurer à bon marché de quoi nourrir leurs animaux. Dans notre pays, cette nourriture est fournie, en grande partie, par le fourrage que nous produisons nous-mêmes. Nous avons déjà eu un débat dans cette chambre au sujet de l'ensilage. On y a prouvé que cette pratique tend à diminuer considérablement dans notre pays le coût de production des grands produits agricoles. Il a été également démontré que cette pratique se rattachant à l'ancienne méthode qui consiste à cultiver le foin et la paille afin de se procurer le gros fourrage, il est nécessaire, pour l'alimentation du bétail, de se procurer une nourriture supplémentaire, et le maïs joue un rôle très important dans cette nourriture supplémentaire.

Il ne se produit pas beaucoup de maïs dans ce pays ; le fait est qu'il ne s'en produit guère que dans deux ou trois comtés de l'ouest d'Ontario. Dans les Cantons de l'Est, nous cultivons le maïs, mais la récolte n'en est pas sûre. Dans une grande partie du Canada, aujourd'hui, on utilise pour la production de matières destinées à l'ensilage la terre à laquelle on essayait autrefois de faire produire le maïs pour le grain, et je prétends que c'est le véritable emploi qu'on en doit faire. Il est donc probable que désormais il se produira moins de maïs dans notre pays. Mais cette partie du Canada qui peut produire le maïs ne saurait jamais donner une quantité approximativement suffisante pour répon-